

Bulletin n°50 • Juin 2013

café d'afrrique

Gratuit

Côte d'Ivoire

Nouveau consensus sur le café



Organisation InterAfricaine du Café

PUB

SOMMAIRE

5 EDITORIAL

Nouvelles de Café d'Afrique

5 PRODUCTION

Compte Rendu du DRD et du RECA

AFFAIRES ECONOMIQUES

Revue du marché mondial du Café

5

5 ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Nouvelle équipe dirigeante

Discours de la Présidente de l'OIAC

Activités de Janvier à Avril 2013

5

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Face à Face avec le nouveau SG

Premier Symposium du Café Africain

Bon à Savoir



Organisation InterAfricaine du Café



Nouvelles de "CAFE D'AFRIQUE"

FRED S.M. KAWUMA



Organisation

InterAfricaine

du Café

Chers lecteurs, je vous salue tous en vos différentes qualités respectives. C'est pour moi un réel plaisir et une occasion pour vous souhaiter la bienvenue dans cette édition du magazine "CAFE D'AFRIQUE". Nous nous excusons pour cette longue absence de publication régulière tout en rappelant que le dernier Bulletin N° 44 a été publié en novembre de l'année 1995.

CAFE D'AFRIQUE, qui fera l'objet d'une publication trimestrielle, vise à communiquer avec les pays membres de l'OIAC, les partenaires et le grand public, pour les tenir informé de l'évolution de l'OIAC et de l'environnement dans lequel notre industrie opère.

L'Année caféière 2012/13 a commencé avec des changements importants au sein de l'OIAC dont l'élection d'un nouveau Secrétaire Général en novembre 2012 qui a pris fonction en janvier 2013.

Le Secrétaire Général voudrait attirer l'attention sur les questions clés que l'OIAC traitera en vue de définir une perspective claire pour toutes les interventions qu'elle propose ou soutient. La production du Café en Afrique est essentielle dans la stratégie générale de transformation rurale en Afrique sub-saharienne. Soixante pour cent de la population africaine est basée en milieu rural. C'est ce milieu

qui est la principale cible et, milieu des bénéficiaires ultimes des interventions de l'OIAC, qu'a lieu la culture du café.

Tout d'abord, nous devons soutenir l'infrastructure sociale des communautés agricoles. Tandis que les coopératives sont encore relativement fortes dans les pays comme le Cameroun, le Burundi, l'Ethiopie, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et quelques autres, cette infrastructure est en grande partie endommagée. Il ya eu une émergence d'associations paysannes fortes, comme les Associations de Producteurs de Mzuzu au Malawi, NUCAFE en Ouganda et la légendaire ZCGA en Zambie, pour n'en citer que quelques-unes. Toutefois, les petits exploitants agricoles africains sont considérablement isolés et ne sont pas coordonnés. Les efforts pour regrouper les agriculteurs renforceront l'efficacité des interventions qui nécessitent un apprentissage collectif et une mise en œuvre généralisée. La stratégie de l'OIAC pour régler les problèmes des producteurs africains de café, consacrera son attention au développement de cette infrastructure par un soutien plus efficace aux producteurs, y compris le renforcement des organisations de producteurs telles que les coopératives et les associations d'agriculteurs. L'OIAC assistera les pays membres dans l'élaboration de systèmes d'appui aux producteurs de café en développant de nouvelles sources de revenus et d'emplois toute l'année, pour les jeunes et les femmes dans les zones rurales, avec

pour objectif, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En abordant cette question, il sera également possible de considérer la question de la lutte contre la pauvreté et contribuer à l'objectif OMD1 sur la réduction de l'extrême pauvreté chez les femmes et les jeunes. En outre, si nous créons de bonnes conditions de travail dans les zones rurales et que les revenus et le niveau de vie s'améliorent, alors la tendance à l'exode rural sera enrayerée.

Deuxièmement, la plupart des systèmes agricoles africains utilisés pour la production du café sont généralement diversifiés. Cela procure habituellement une garantie pour la sécurité alimentaire du fait de l'association de cultures vivrières au café et d'autres cultures de rente. Cet aspect de la sécurité alimentaire est un cordon de sécurité pour les communautés rurales. Toutefois, il doit être renforcé par un soutien aux agriculteurs dans le but d'atteindre une plus grande productivité et une qualité améliorée, par de meilleures pratiques de gestion agricole et par l'accès aux intrants. Compte tenu de la demande croissante de traçabilité des produits alimentaires dans la chaîne de valeur, les agriculteurs ont besoin d'aide dans l'élaboration de systèmes durables de certification qui veilleront à ce que ces derniers tirent pleinement profit de la valeur ajoutée à travers des programmes de certification. Une aide sera accordée aux groupements de producteurs et d'entrepreneurs au niveau des exploitations agricoles par l'accès aux marchés et par le positionnement de la compétitivité des producteurs africains ainsi qu'en tirant profit des droits de propriété intellectuelle qui devraient revenir aux producteurs. Dans l'ensemble, l'augmentation des revenus équivaut au renforcement de la sécurité alimentaire des producteurs, là où ils ont besoin d'acheter d'autres aliments nutritifs.

Troisièmement, à cause de l'appréhension du réchauffement climatique attribuée en partie à l'augmentation des émissions de CO₂ et de la couverture forestière réduite qui a conduit à une plus faible capacité de séquestration du carbone, la pression sur l'environnement est devenue une question très préoccupante. Ainsi, compte tenu de l'inquiétude croissante face à la dégradation de l'environnement et au réchauffement mondial qui en résulte, les communautés agricoles de café peuvent être utilisées pour jouer efficacement un rôle positif dans une meilleure gestion de l'environnement, pour atténuer l'impact négatif du changement climatique. Les agriculteurs ont besoin d'être soutenus par les meilleures approches dans l'utilisation des déchets, le renouvellement des nutriments du sol et par la séquestration du carbone dans les plantations de café à l'ombre des arbres. Ainsi, encourager les agriculteurs à conserver les arbres dans leur système agricole doit être considéré comme une influence positive dans la lutte contre le changement climatique.

Quatrièmement, l'effondrement ou l'échec de nombreuses coopératives ou groupements d'agriculteurs a souvent été provoqué par des problèmes de gouvernance. Pour les partenaires qui travailleront avec l'OIAC, des efforts seront faits pour assurer que des systèmes de bonne gouvernance soient en place ou promus et suivis. De progrès incontestables seront réalisés dans le secteur si tous travaillent à améliorer la responsabilité à tous les niveaux. Les initiatives visant à s'attaquer aux problèmes de gouvernance dans le secteur du café figureront en bonne place dans le programme, à commencer par l'OIAC elle-même en tant qu'institution afin de garantir sa propre crédibilité comme partenaire des gouvernements des pays membres d'abord et avec les partenaires externes ensuite. L'OIAC va également initier la formation des

conseillers et agents de vulgarisation en planification et en la formulation de propositions pour les groupes d'agriculteurs, et par le renforcement des capacités entrepreneuriales au niveau du producteur. Le renforcement des capacités comprendra également l'évaluation des propositions à l'aide d'outils de profil de risque tels que ceux de la Banque mondiale et les manuels de gestion agricole du CCI.

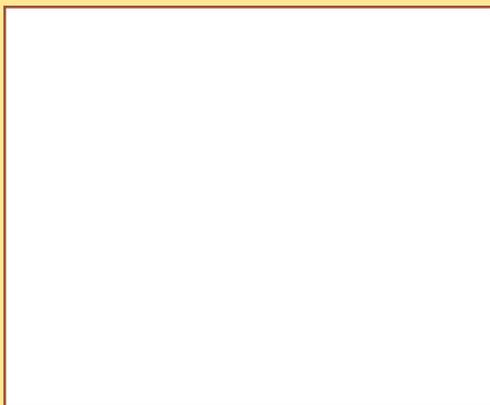
Cinquièmement, il est important pour l'OIAC de développer des mécanismes d'appui aux projets sur le café en Afrique. Ainsi, combler le fossé dans les interventions des donateurs sera pris au sérieux. Pour renforcer les capacités en Afrique et résoudre les problèmes du secteur café qui sont soit restés sans solutions, soit dépendant des interventions intermittentes des donateurs, l'OIAC va mettre en place un Fonds de Développement du Café Africain, avec l'appui de l'expertise du CCI (Centre International du Commerce). L'OIAC travaillera en partenariat avec des fondations privées ainsi que des partenaires de l'UE et d'autres pays d'Europe (DFID, SIDA, DANIDA, et autres). L'OIAC souhaite combler le fossé entre l'aide au développement en cours et la viabilité future du secteur du café en Afrique.

En conclusion, nous devons noter que les pères fondateurs de nos nations africaines respectives ont vu juste en créant l'Organisation InterAfricaine du Café en Décembre 1960. C'est un grand défi pour nous de construire sur les rêves qu'ils ont eu. Nous devons travailler pour positionner l'Afrique comme l'origine du café de choix dans l'esprit des consommateurs de café dans le monde. En Afrique, en travaillant tous ensemble, acteurs des secteurs privés et publics, comme une équipe, nous pouvons réaliser de grands progrès et créer un avenir meilleur pour ceux qui viendront après nous. Cet avenir commence aujourd'hui.



PUB

Compte Rendu succinct du Département de Recherche et Développement et du Réseau de Recherche Caféière en Afrique et ses acquis au cours des cinq dernières années



BAYETTA BELLACHEW

Directeur de Recherche et Développement (DRD) et
Coordinateur du Réseau de Recherche Caféière en Afrique (RECA),
Organisation InterAfricaine du Café (OIAC),
bbayetta@iaco-oiac.org, bbellachew@yahoo.com

1. Contexte

L'une des raisons principales de la création de l'OIAC était de protéger les intérêts des producteurs africains de café, principalement par rapport aux questions relatives à la commercialisation, afin de garantir un bon marché, avoir des prix optimaux et garantir un volume équitable des quotas d'exportation pour la région. La promotion de la consommation domestique était également à soutenir. En effet, le Département des Etudes Economiques (DEE), alors mis en place, était le seul département technique de l'Organisation.

Cependant, avec l'effondrement du système des contingents en 1989, l'Organisation a été contrainte de se restructurer pour s'adapter au nouvel environnement économique. Elle devrait aussi traiter non seulement les questions de commercialisation mais aussi s'impliquer dans le renforcement de la recherche et le développement, pour assurer la compétitivité de la région dans la production, la productivité et la qualité. En effet, le Réseau de Recherche Caféière en Afrique (RECA) et les Centres Régionaux de Dégustation ont été créés en 1993, pour inverser la tendance en ce qui concerne le déclin de la quantité et de la qualité du café africain et

atteindre les objectifs fixés de compétitivité de la région dans la production, la productivité et la quantité.

L'on a ensuite constaté que dans le but de maximiser les services de l'OIAC en matière d'augmentation de production, de productivité et de qualité du café en Afrique, il était impératif de créer un département qui traiterai spécialement ces questions. Ainsi, le Département de Recherche et Développement (DRD) a été créé en 1998. Le département est coiffé par un directeur. Le titulaire du poste est censé être hautement qualifié en recherche et développement sur le café.

Le Directeur exerce les fonctions: (a) de chef d'équipe au niveau régional dans le renforcement et la mise en œuvre des initiatives liées aux programmes de développement et de promotion du café, par l'application des devoirs et responsabilités du département tels qu'énoncés par l'Organisation ; et (b) de Coordinateur du RECA et des Centres Régionaux de Dégustation. Ainsi, depuis 1998, les activités techniques de l'Organisation InterAfricaine du Café (OIAC) sont supervisées par deux Départements techniques ; à savoir le Département de Recherche et Développement (DRD) - responsable de la recherche et du développement du café axés sur l'amélioration de la production, la productivité et la qualité du café africain et le Département des Etudes Economiques (DEE) - en charge de toutes les questions liées à la commercialisation et à la chaîne de valeur du café.

2. Objectifs et Activités du Département de Recherche et Développement (DRD) :

Le principal objectif de ce Département est de servir d'organe technique à l'Organisation, dans la coordination de la recherche et du développement sur le café en Afrique afin d'éviter un nouveau déclin de la production de café. Ainsi, la création de ce département va contribuer à améliorer la production, la productivité et la qualité du café dans la région. L'objectif final est d'améliorer la compétitivité et la part de la région sur le marché international. Pour atteindre ces objectifs,

le département effectue plusieurs activités et tâches, y compris la coordination du Réseau de Recherche Cafetière en Afrique (RECA), la collaboration avec les organisations sous-régionales, les offices de café des pays membres et les Institutions Nationales de Recherche Agricole (INRA) pour identifier, collecter et analyser les priorités de recherche, renforcer la gestion des ressources dans le cadre du système cultural, l'élevage, les ravageurs du café et le contrôle des maladies, la gestion environnementale et tout l'ensemble du développement de l'industrie cafetière.

Le département contribue également au développement de la prise de conscience dans les pays membres de l'OIAC, par la restructuration des Offices de café, des Systèmes Nationaux de Recherche Agricole (SNRA) et des services de vulgarisation dans le cadre des questions relatives à la libéralisation du café, à la privatisation et à la mondialisation dans le négoce et la commercialisation des produits agricoles, et des réformes futures en général. Il facilite et organise également des ateliers, des formations, des séminaires, des réunions techniques du Comité de coordination. Il participe aussi à l'élaboration de projets et à la mobilisation de ressources pour soutenir ces projets. A ce sujet, le département rédige des rapports ou documents concis, effectue la pré-évaluation et l'évaluation (élaboration de proposition complète de projets) dans l'élaboration des projets jusqu'à leur approbation et financement.

Le département élabore des plans de travail et œuvre activement au maintien d'un partenariat efficace pour l'intégration et coopération régionales dans la région de l'Afrique subsaharienne en termes de missions étendues d'élaboration de projets en Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est. Il y a plusieurs projets en cours dont le département assure le suivi (suivi de projets) et qui sont dans les programmes nationaux actuels établis de projets sous-régional, régional et international

3. Le Réseau de Recherche Cafetière en Afrique (RECA)

L'idée de créer le RECA a d'abord été conçue en juin 1992 au Portugal lors d'une réunion animée par le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA), à laquelle ont participé 17 pays africains producteurs de café, à savoir : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, la R.D. du Congo, le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Guinée, la Guinée équatoriale, le Kenya, Madagascar et le Rwanda. Le Réseau a été créé le 27 mars 1993, au siège de l'Organisation Internationale du Café (OIC) à Londres, lors d'une assemblée constitutive sous l'égide de l'OACI. Ses statuts ont été déposés auprès de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba.

Deux raisons principales sous-tendent l'institution du Réseau: (a) la nécessité d'empêcher baisse de la quantité et de la qualité du café africain et (b) la nécessité d'élaborer un plan d'action qui permettrait à l'OIAC et au CTA de disposer d'informations suffisantes de tous les centres de recherche et ministères concernés par la recherche sur le café en Afrique. L'objectif général du Réseau est de promouvoir et coordonner la recherche cafetière en Afrique, renforcer son efficacité en regroupant des thèmes de recherche communs pour une action concertée et pour faciliter l'échange d'informations et de technologies et, ainsi améliorer la production, la productivité et la qualité du café africain.

Pour atteindre son objectif, le Réseau a été mandaté pour exercer les principales fonctions suivantes :

- a. Promouvoir la coopération, l'action concertée et l'échange d'informations scientifiques entre les membres ;
- b. Encourager les objectifs communs de recherche pour faire face aux contraintes transversales et régionales de la production du café par l'effort concerté ;
- c. Promouvoir la création, la coordination et le développement d'équipes régionales de recherche ;
- d. Etablir une collaboration avec les institutions nationales et internationales de recherche sur le café, et avec les organisations nationales, régionales et internationales et les bailleurs de fonds appropriés ;
- e. Organiser ou faciliter la formation et la reconversion des chercheurs scientifiques sur le café et des agents de vulgarisation en compétences de bonnes pratiques agricoles ;
- f. Jouer un rôle essentiel en facilitant l'échange d'informations scientifiques/résultats de la recherche et de matériel végétal ou de matériel génétique entre les membres de l'OIAC ; et,
- g. Mobiliser des fonds pour financer le programme de travail (PT) et des activités du Réseau.

4. Activités et Réalisations des 5 dernières années

Pour atteindre ce large éventail de responsabilités confiées au Département (DRD) et/ou au Réseau (RECA), un certain nombre de programmes d'activités et de travail ont été lancés et exécutés au cours des cinq dernières années, en plus des travaux précédents.

En ce qui concerne les activités des projets, deux projets ont été réalisés et ont fait l'objet d'un rapport depuis 2008 (voir tableau 1 ci-dessous). Les deux projets ont été financés par le Fonds Commun pour les Produits de Base (FCPB) et l'Organisation Internationale du Café (OIC) en était l'organe de supervision. L'OIAC était l'Agence d'Exécution des Projets (PEA) tandis que le CIRAD/CNRA et CABI-Afrique étaient les Agences de

Mise en Œuvre des Projets (PIA) pour le premier et le deuxième projet, respectivement.

TABLEAU 1. PROJETS DE DEVELOPPEMENT DU CAFE ACHEVES ET NOUVELLEMENT ELABORES.

No	Titre du Projet	Donateurs	Bénéficiaires
Projets achevés			
1	Amélioration de la qualité et de la commercialisation du café Robusta par l'utilisation optimale des terroirs	FCPB	Côte d'Ivoire
2	Renforcer la compétitivité du café africain grâce à l'analyse de la chaîne de valeur	FCPB	RDC, Tanzanie, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Burundi, Liberia, Sierra Leone, Ghana & Nigeria
Nouveaux projets élaborés et soumis			
1	Amélioration de la compétitivité du café africain par le renforcement de la chaîne de valeur	FCPB, BAD, UE	Ouganda, RDC, Tanzanie, Ethiopie, Côte d'Ivoire, Burundi, Rwanda, Liberia (?), Sierra Leone?, Zambie, Zimbabwe, Ghana, Nigeria, Togo, et Kenya
2	Conservation des Ressources génétiques du café et utilisation durable : perspective mondiale	FCPB, BAD, WCR, UE	Tous les pays africains
3	Réhabilitation du secteur Café au Liberia et en Sierra Leone	CEDEAO	Liberia & Sierra Leone
4	Formation sur l'évaluation de la qualité du café Robusta dans les pays producteurs de café de l'Afrique l'Ouest et Centre	BAD	Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Togo, Ghana, Nigeria, Liberia, Sierra Leone, RDC, RCA, Gabon, Cameroun & Angola

En outre, quatre nouveaux projets ont été élaborés et soumis à différents bailleurs de fonds, couvrant un certain nombre de pays. Ces projets ont été identifiés comme des domaines prioritaires, en se basant sur les recommandations des Assemblées Générales de l'OIAC et du RECA, sur les résultats des visites de terrain et des discussions avec les acteurs concernés dans les différents pays membres et sur l'expérience et les rapports disponibles sur les problèmes actuels de l'industrie africaine du café. Le suivi de la subvention des donateurs est en cours.

La diffusion des informations a été effectuée par différents moyens tels que l'organisation d'ateliers, de séminaires/formations, la distribution d'informations scientifiques et techniques, dont les détails seront donnés dans notre prochaine publication.

Visites de terrains

Le DRD/RECA a un programme des visites de terrains dont l'objectif est de mener une sorte d'enquête de reconnaissance pour réunir des connaissances appropriées sur l'état exact de la production et de la commercialisation du café, des contraintes majeures et des opportunités. Avec les informations obtenues, les propositions de projets axés sur la demande sont élaborées, pour à faire face de façon réaliste aux contraintes et contribuer à accroître la production, la productivité et la qualité. Cependant, pour un problème de budget et de personnel insuffisant, ce programme de visite n'a pas pu être effectué comme souhaité. Néanmoins, au cours des cinq dernières années, 13 pays ont été visités et 9 rapports de visites de terrain ont été rédigés et distribués aux autorités compétentes des pays respectifs. Les autres rapports sont en rédaction, en attendant les commentaires de terrain (pays membres) pour être finalisés. Ces rapports font l'analyse de l'état

de la production, des contraintes et des opportunités de toute la chaîne de valeur et communiquent les mesures à prendre, y compris des conseils sur les politiques pour réorganiser l'industrie caféière dans chaque pays.

Collaboration et/ou Liens nationales, régionales et internationales

L'OIAC/RECA entretient de bonnes relations avec les partenaires actuels tels que OIC, CABI – Africa, Café Africa, l'Association pour la Science et l'Information sur le Café (ASIC), Bioversity International, le Centre de Commerce International (CCI), le Centre International pour la Recherche Agronomique et le Développement (CIRAD, France), l'Institut Indien de Recherche Caféière, le Centre de Recherche sur la rouille des feuilles du Café (CIF, Portugal), et tous les centres ou instituts nationaux de recherche caféière. Au cours des deux dernières années, l'OIAC/RECA a établi de nouveaux partenariats avec des institutions internationales telles que le Réseau International de la Génomique du Café (ICGN), la Recherche Caféière Mondiale (WCR) et l'Institut de la Qualité du Café (CQI). L'OIAC/RECA collabore avec ces organisations dans une ou plusieurs activités comme l'élaboration de projets, la coordination et la mise en œuvre, l'organisation d'ateliers, de séminaires et de formations, l'échange d'informations et le partage d'expériences, la collecte de fonds pour la participation aux conférences; services de conseil.

L'OIAC a noué des relations étroites et une bonne collaboration avec les différents bailleurs de fonds, notamment le FCPB, la BAD, la CEDEAO et le CTA. Le FCPB finance la plupart des projets régionaux de développement du café. La CEDEAO a accordé un fonds pour accélérer l'élaboration d'une proposition de projet sur la réhabilitation du café au Libéria et en Sierra Leone. Un fond pour l'évaluation de ce projet est en cours d'approbation. La Banque Africaine de Développement (BAD) a aidé l'OIAC à renforcer ses capacités et à équiper ses quatre centres régionaux de dégustation. Des négociations avec la BAD pour le financement de plusieurs nouveaux projets sont actuellement en cours. Pour la participation à la Conférence biennale de l'ASIC, le CTA est, jusqu'à présent, le bailleur de fonds constant des professionnels du café africain. Des négociations ont commencé avec la délégation de l'UE à l'Union africaine en vue du financement de projets régionaux de développement du café.

Facilitation et Participation aux conférences/ateliers régionales (aux) et internationales (aux)

Grâce à un généreux soutien financier du CTA (Centre Technique pour l'Agriculture et Coopération Rurale) et de l'Association pour la Science et l'Information sur le café (ASIC), le RECA a pu obtenir des fonds pour la participation de 29 scientifiques africains du café aux trois

dernières Conférences biennales de l'ASIC (voir *Tableau 2 ci-dessous*). Il est cependant regrettable qu'en raison du récent changement structurel, le café ne soit plus une culture éligible à l'appui du CTA. En conséquence, depuis le début de l'année 2012, le CTA a suspendu son aide habituelle, en dépit du fait que le CTA faisait partie des fondateurs du RECA.

TABLEAU 2. NOMBRE DE PARTICIPANTS AFRICAINS AUX CONFÉRENCES DE L'ASIC PAR LA FACILITATION DU RECA

No	Conférence de l'ASIC	Donateurs		Total
		CTA	ASIC	
1	ASIC 2008, Campinas, Brésil	8	4	12
2	ASIC 2008, Campinas, Brésil	5	6	11
3	ASIC 2012, Jose, Costa Rica	-	6	6
Total		13	16	29

En collaboration avec la Recherche Mondiale sur le Café (WCR), un programme sur le café, de 2 à 4 semaines à la Fondation Rockefeller pour des boursiers résidents, a été organisé pour deux candidats, un du Togo et l'autre du Libéria. L'approbation finale est attendue. Bien que les informations sur cette bourse soient diffusées à tous les membres, seulement deux candidatures sont reçues et transmises à WCR.

Publications

Au cours des cinq dernières années, 16 rapports techniques ont été produits dont cinq sont des documents scientifiques (voir *tableau 3 ci-dessous*). Les documents scientifiques ont été présentés à ASIC 2008, à l'Atelier sur la Recherche caféière et Statistiques en Afrique en 2009, au séminaire du FCPB en 2010, et de EAFCA 2011.

TABLEAU 3. PUBLICATIONS TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES

Publications	Numéro
Documents scientifiques/techniques	5
2. Livrets	2
3. Rapports techniques de mission	9
Total	16

Les rapports de mission sur le terrain sont des rapports techniques qui donnent une évaluation et une analyse de l'état actuel de l'industrie caféière dans toute la chaîne de valeur, les principales contraintes et les défis, les potentialités et les opportunités disponibles pour chaque pays visité. Sur la base des résultats de l'évaluation, les rapports présentent des mesures envisageables pour faire face aux contraintes et recommandent des conseils stratégiques au gouvernement. Dans presque tous les pays membres, il y a des indications de la nécessité de revoir la politique de libéralisation du sous-secteur café dans chaque pays pour inverser la tendance à la baisse de la production et la qualité du café pour réorganiser l'industrie.

Il est absolument nécessaire pour les gouvernements de reprendre pour les agriculteurs, la prestation des services de recherche et de vulgarisation, qui pour la plupart des cas a été abandonnée ou considérablement réduite en raison de la mise en œuvre des différentes politiques de libéralisation. Les de l'OIAC rapports ont été soumis aux autorités compétentes des pays respectifs pour examen.

Conclusions et Recommandations

Sans aucun doute, l'idée de la création du département (DRD) et du réseau (RECA) comme étant une des stratégies pour aborder les questions de productivité et de qualité du café africain et améliorer la compétitivité de la région, est une mesure positive. Les principales fonctions assignées au département et au réseau, et les buts et objectifs fixés, étaient également bien pensés et pertinents. Avec des ressources limitées, le réseau et le département ont fait des réalisations modestes et louables dans la mise en œuvre des programmes et activités au cours des cinq dernières années.

Cependant, l'exécution des activités du département et du réseau est confrontée à une multitude de défis, y compris les ressources humaines, les équipements et les contraintes budgétaires. Malgré les énormes responsabilités confiées au département et au réseau, depuis sa création, ces deux fonctions ont été assurées par un expert (le Directeur de Recherche et Développement), sans aucun autre employé en plus. Par conséquent, pour reconnaître l'impact du RECA pour complètement atteindre les objectifs et buts souhaités, il faut renforcer le réseau en lui affectant un autre personnel à plein temps pour coordonner spécialement ses activités.

Comme déjà indiqué, le problème du réseau ne se limite pas à un manque de personnel en soi, mais aussi au manque d'installations de formation qui rendrait le rentable à entreprendre des activités régulières de formation; un budget insuffisant pour couvrir les frais de voyage, les activités du projet, les publications et l'organisation de réunions / séminaires / ateliers. Ces manques, en plus d'autres moyens logistiques connexes sont de sérieux obstacles au bon fonctionnement du réseau. Pour résoudre ces problèmes et renforcer le réseau, l'engagement, entre autres facteurs, des pays membres et leur apport de l'appui nécessaire dans l'exécution effective des différents programmes, est d'une importance capitale.

L'OIAC a exprimé sa gratitude à tous les membres et partenaires qui ont appuyé le Secrétariat dans ses efforts pour servir la communauté africaine du café dans le domaine de la coordination et de la recherche. Il y a maintenant un nouvel enthousiasme pour l'organisation à se hisser à des hauteurs plus grandes, tant que de nouveaux partenaires viennent à bord avec une nouvelle vision présentée et conduite par le nouveau Secrétaire Général.

REVUE DU MARCHÉ MONDIAL DU CAFÉ

Par **Edgard Kouamé KOFFI**

L'environnement économique international se caractérise en 2012 par la persistance des incertitudes et de la fragilité des marchés financiers et des tensions sur l'endettement de certains pays avancés. Les politiques économiques menées dans les principaux pays avancés n'ont pas rétabli la confiance dans les perspectives à moyen terme et les risques extrêmes, tels ceux liés à la viabilité de la Zone Euro continuent de préoccuper les investisseurs. L'analyse se fait donc dans le contexte d'une économie mondiale qui fait face à une crise sans précédent. Ce contexte aurait des effets dépressifs sur l'activité économique mondiale et notamment sur les cours des produits de base.

La Communauté Européenne, qui a toujours été le marché traditionnel du café mondial, traverse ses pires formes de crise économique, en particulier dans des pays comme le Royaume Uni, la France, l'Espagne, la Grèce et l'Italie, où les économies sont en récession. Cependant, la situation générale sur le marché mondial du café semble bonne. Les données disponibles indiquent que la consommation mondiale de café a été dynamique, en dépit de la crise économique mondiale.

En effet, entre les années caféières 2007/08 et 2011/12, la consommation du café est passée de 132 millions de sacs à environ 141 millions de sacs, c'est-à-dire une augmentation de l'ordre de 7 pour cent. Le taux de croissance annuel de la consommation mondiale pendant la période allant de 2000 à 2011 était

de 2,5 % contre 1,8 % au cours de la période de 1990 à 1999, indiquant une forte dynamique de la consommation depuis une dizaine d'années. Cette tendance peut s'expliquer, en partie, par l'augmentation de 15 pour cent de la consommation intérieure du café dans les pays producteurs/exportateurs. L'augmentation de la consommation dans certains pays importateurs, et l'augmentation de la consommation dans les nouveaux marchés émergents étaient de 11%. L'augmentation de la consommation dans les pays comme le Brésil et les Philippines a été importante, s'élevant jusqu'à 15 pour cent au Brésil et à 105 pour cent aux Philippines.

Dans les marchés traditionnels européens, la consommation de café a diminué d'environ un demi-point du pourcentage. La consommation de café dans la Communauté Euro-

péenne a baissé de 40,7 millions de sacs l'année caféière 2007/08 à 40,5 millions de sacs au cours de l'année caféière 2011/12. La plus forte baisse s'est produite aux Pays-Bas et en Belgique, mais parallèlement, la consommation en Allemagne et en Pologne a augmenté. Les Etats Unis ont de leur côté, enregistré une hausse marginale de consommation d'environ 5 pour cent entre les années 2007 et 2012, tandis que celle du Japon chutait d'à peu près 4 pour cent.

A l'exception de l'Éthiopie, la consommation intérieure du café dans les pays membres de l'OIAC est tout à fait négligeable, même chez les principaux producteurs du continent. La consommation du café est considérée comme une tradition en Éthiopie et ceci a contribué à soutenir l'industrie dans ce pays. Par manque de données fiables, il est impossible d'établir le niveau de consommation intérieure dans les autres pays membres de l'OIAC, cependant l'augmentation des cafés dans les principales africaines pourrait continuer un témoignage de la hausse au niveau de la consommation intérieure. La consommation annuelle de l'Éthiopie est de plus de 42 pour cent de sa production annuelle. Dans les pays non membres de l'OIAC, la consommation de café devient de plus en plus importante. Les pays concernés sont l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Égypte et le Soudan.

Dans l'ensemble, la crise économique mondiale n'a pas réussi à freiner la croissance de la consommation de café. Au contraire, la consommation mondiale du café a augmenté de plus de 7 pour cent au cours des 5 dernières années.

En réponse à l'augmentation de la consommation mondiale du café, les exportations de café ont augmenté d'une moyenne de 2 pour cent environ par an au cours des

cinq dernières années, passant de 96 millions de sacs l'année civile 2007 à 105 millions de sacs en 2011. En 2011/2012, les exportations mondiales ont atteint un record de 107,8 millions de sacs, une augmentation de 3 % par rapport à 2010/2011. Cette augmentation s'explique principalement par la forte performance du Vietnam (augmentation de 39,3 % par rapport à 2010/2011).

Toutefois, les exportations de la Région- Afrique ont baissé de 12 millions de sacs en 2007 à 10 millions de sacs environ en 2011. La baisse a atteint une moyenne de près de 3 pour cent par an. En effet, les exportations de café de l'Afrique en 2011 ont été les moins bonnes au cours des cinq dernières années. Cette baisse est imputable à l'Éthiopie et à l'Ouganda qui ont connu une chute de leurs exportations, quand on sait que ces deux pays réalisent plus de la moitié des exportations africaines. Toutes les autres régions productrices de café ont connu des augmentations de leurs exportations de café au cours de la période. Dans la Région -Sud Américaine, les exportations en 2011/2012 ont baissé, en partie à cause de l'année creuse du cycle biennal de la production au Brésil qui a enregistré son niveau le plus élevé des exportations en 2010/2011.

L'offre du café, comme tous les produits agricoles, est sensible aux conditions climatiques, notamment le gel et la sécheresse et aux coûts des intrants et politiques gouvernementales dans l'ensemble du secteur. Les évolutions dans les quatre grands pays producteurs de café (Brésil, Vietnam, Colombie et Indonésie) ont également une influence significative sur l'offre mondiale du café.

Dans l'ensemble, la production mondiale de café a été plutôt erratique au cours des cinq dernières années, par rapport à la consommation qui a augmenté lentement mais sûrement.

La production mondiale de café est passée de 128 millions de sacs l'année caféière 2008/2009 à environ 123 millions de sacs l'année suivante, soit une baisse de 4 pour cent. Elle a amorcé une reprise à partir de l'année caféière 2010/2011 pour atteindre 133,5 millions de sacs puis 134,5 millions de sacs en 2011/2012, soit une augmentation de 0,4 %.

Dans l'ensemble cependant, la production est passée de 117 millions de sacs l'année en 2007/2008 à 134,5 millions de sacs en 2011/2012, soit une augmentation de 14,9 pour cent.

La région de l'Amérique du Sud continue de dominer la production mondiale de café. Elle a produit 47 pour cent du café mondial dans les années caféières 2007/2008, 2008/2009 et 2010/2011. La part de la région a baissé à 43 pour cent en 2009/2010 et 45 pour cent en 2011/2012. La baisse de production normalement associée au cycle biennal du Brésil a été entièrement compensée par de fortes augmentations au Vietnam, au Honduras et au Pérou, entre autres.

La production africaine de café a également connu une légère augmentation de 0,1 pour cent entre les années caféières 2007/2008 et 2008/2009. La part du continent dans le marché mondial a diminué de 13,7 pour cent à 12 pour cent pendant la même période. Au cours des cinq dernières années, la production a toutefois augmenté de 15,9 millions de sacs de café en 2007/08 à 16,7 millions de sacs en 2011/2012, soit une augmentation de 4,9 %. La production africaine est dirigée ces dernières années par l'Éthiopie, l'Ouganda et la Côte-d'Ivoire.

L'Éthiopie demeure le premier plus grand producteur africain de café et le cinquième mondial. Le pays a augmenté sa production de café de près de 6 millions de sacs en

2007/2008 à 7,5 millions de sacs en 2010/2011, soit de 25 pour cent. En 2011/2012 cependant, la production de café du pays a baissé de 13 pour cent soit 6,5 millions sacs.

L'Ouganda est le deuxième plus grand pays producteur de café en Afrique. La production était cependant à la baisse entre les années caféières 2007/2008 et 2009/2010, passant de 3,3 millions de sacs en 2007/2008 à 3,2 millions de sacs en 2008/2009 et à 2,8 millions de sacs en 2009/2010. Elle rebondi de près de 18 pour cent en 2010/2011 à 3,3 millions de sacs, mais a légèrement baissé de nouveau l'année suivante à 3,2 millions de sacs.

La Côte d'Ivoire est actuellement le troisième plus grand producteur africain de café. Elle a perdu la deuxième place au profit de l'Ouganda. La production de café du pays ayant été durement touchée par le conflit interne qui a poussé les producteurs de café à abandonner leurs exploitations. La Côte d'Ivoire semble s'être remise de la crise politique qui a affecté la production en 2010/2011, avec près de deux millions de sacs en 2011/2012.

S'agissant des cours du café, il est à noter qu'après la crise des prix du café pendant les années caféières 2001/2002 et 2002/2003, les prix annuels moyens du café ont commencé à reprendre avec le prix composé indicatif de l'OIC, passant de 45,59 cents US /livre en 2001 à 147,24 /livre en 2010 et à 210,39 cents US/livre en 2011, soit une augmentation moyenne de 36 pour cent par an entre 2001 et 2011. Cependant, depuis le dernier trimestre de 2011, il ya eu une tendance à la baisse dans l'indicateur du prix composé, tirée largement par les la chute des prix de l'Arabica.

Au cours des années caféières

2006/2008 et 2010/2011, la pénurie de l'offre colombienne a provoqué une hausse sans précédent du prix de cette origine. La hausse des prix du Doux Colombien a eu des effets positifs sur les prix des autres groupes de café à l'exception du Robusta. Les prix moyens mensuels de toutes les origines de café, à l'exception du Robusta, ont régulièrement augmenté à partir de Janvier 2010, jusqu'à atteindre leur sommet en Avril 2011. Par la suite, ils ont commencé à baisser pour atteindre leur plus bas niveau en Décembre 2011. Par contre, la hausse des prix du Robusta a atteint son sommet en Mai 2011, avant qu'il ne commence à baisser, bien que cela ne soit pas de la même proportion l'Arabica.

Attentes de prix vis-à-vis des niveaux de stocks

Les stocks mondiaux du café, dans la dernière décennie et plus, sont constamment restés à des niveaux extrêmement bas, avec peu ou pas d'amélioration. Cette situation, parce que quand la production a été faible par rapport à la demande mondiale, les stocks ont apporté l'option alternative pour combler les pénuries de la demande. Les niveaux des stocks ont augmenté de 16 millions de sacs en 2000 et de 22 millions de sacs en 2009, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,3 pour cent.

Cependant, l'année suivante, les niveaux de stock ont baissé de 18 pour cent, soit 18 millions de sacs en 2010. En 2011, les stocks ont de nouveau augmenté de 4 pour cent, soit 19 millions de sacs, mais ce niveau est toujours inférieur à ceux atteints en 2002.

Avec un chiffre de la consommation annuelle de près de 141 millions de sacs au cours de l'année caféière 2010/11, ce niveau de stocks est équivalant à moins de deux mois

de consommation. Ce n'est pas suffisant pour éviter une crise, si les fondamentaux changent drastiquement. En 1994, quand le Brésil a souffert du mauvais gel, les stocks n'ont pas pu prévenir la crise, et les prix du café ont doublé.

En conclusion, sur la base des informations disponibles, la production totale de l'année caféière la Campagne Caféière 2012/2013 est estimée à 147 millions de sacs, contre 134,5 millions de sacs en 2011/2012. L'essentiel de cette augmentation peut être attribué à l'année faste du cycle de production d l'Arabica au Brésil. La production du Vietnam en 2011/2012 a été revue à la hausse à un peu plus de 24 millions de sacs, soit une augmentation de 23,6 % par rapport à la Campagne 2010/2011. Une forte production a été également observée au Honduras et au Pérou, entre autres. Quant à la consommation mondiale, elle est estimée à environ 139 millions de sacs pour l'année civile 2011 ; elle devrait encore augmenter en 2012. L'équilibre entre l'offre et la demande demeurerait donc serré et cette situation devrait présager d'une future embellie des cours du café. Tel ne semble pas être le cas depuis le début de la Campagne 2012/201. La moyenne mensuelle du prix indicatif composé de l'OIC a baissé de 2,8 % en Octobre, de 151,28 cents EU la livre en Septembre à 147,12 cents. Tous les types de café ont perdu de la valeur. La moyenne mensuelle du prix indicatif composé de l'OIC est tombée à 131,51 cents EU en Février 2013. Cette baisse est imputable aux Arabicas en général qui sont confrontés à une production record au Brésil. Cette production est estimée à 50,8 millions de sacs. Les perspectives de production de la Campagne 2013/2014 et la faible demande des marchés consommateurs traditionnels contribuent également au sentiment baissier général du marché.



PUB

OIAC : NOUVELLE ÉQUIPE DIRIGEANTE

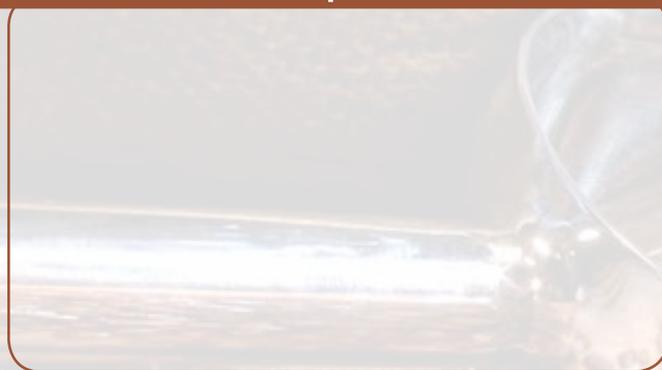
• Secrétaire Général



Le tout nouveau Secrétaire Général de l'OIAC, élu à la 52ième Assemblée Générale Annuelle (AGA), tenue à Abidjan du 26 au 29 Novembre 2012 est l'ougandais Frederick S. M. KAWUMA. Titulaire d'un Bachelor en Commerce et d'un Master en Marketing et Communication, il était précédemment Directeur Général et membre fondateur d'ACLAIM AFRICA, un Cabinet de conseil en Gestion et de Formation basé à Kampala en Ouganda.

Il a pris fonction au siège de l'Organisation depuis le 1er Janvier 2013.

• Directeur du Département de Recherche et Développement



Titulaire d'un Ph.D en Recherche Agronomique, le Dr BAYETTA BELLACHEW W. est d'origine éthiopienne. IL est le Directeur du Département Recherche et Développement de l'OIAC et le Coordonnateur du Réseau de Recherche Caféière en Afrique (RECA) et des Centres Régionaux de Dégustation depuis le 1er février 2008.

• Directeur du Département des Etudes Economiques



KOFFI Kouamé Edgard est Ivoirien. Il est le nouveau Directeur des Etudes Economiques issu de la 52ième AGA de l'OIAC.

Expert en Commerce et Economie du Développement, Spécialiste en Négoce des Matières Premières. Il était Précédemment Sous-directeur de l'Intégration au Ministère de l'Economie et des Finances et Directeur des Produits de Base au Ministère du Commerce de la République de Côte d'Ivoire.

Il a pris fonction depuis le 1er Mars 2013.

Discours de la présidente du groupe africain

Madame la Présidente du Conseil International du Café pour l'année 2012-2013,
Excellence Monsieur le Directeur Exécutif de l'OIC,
Distingués Membres du Conseil de l'OIC,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de me retrouver parmi vous ce jour, en tant que représentant de la nouvelle Présidente en Exercice de l'OIC pour l'année caféière 2012-2013, suite à son élection intervenue lors de la 52^{ème} Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue à Abidjan, République de Côte d'Ivoire, en novembre 2012. Madame Essossimna LEGZIM-BALOUKI est Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé de la République Togolaise. C'est aussi en sa qualité de Porte-parole du Groupe des Producteurs Africains que je prends la pa-

role ce jour, à cette tribune. Je voudrais vous remercier M. le Directeur Exécutif, d'avoir accepté de rencontrer les producteurs africains deux fois au cours de cette année : d'abord à Libreville en janvier et ensuite à Kampala en février 2013. A ces occasions, les réunions étaient organisées par le secteur privé – ACRAM et AFCA – respectivement. Cela démontre l'intérêt grandissant que l'OIC a pour l'Afrique dans la mesure où le secteur privé est considéré en ce moment comme le partenaire des Gouvernements, dans le processus de revitalisation de la filière du café. Je me réjouis des importantes discussions avec les autorités de chacun de ces pays.

Mesdames et Messieurs, l'histoire du café Africain est connue de tous. L'influence de l'Afrique a, de façon générale, régressé par rapport à la dynamique du café dans le monde. Suite à la libéralisation de la filière

dans nos pays respectifs, le système des quotas de l'OIC s'est effondré. Dans beaucoup de pays, à cause de la poursuite de la politique d'ajustement structural, le rôle des gouvernements pour soutenir la filière du café s'est atténué, les revenus des producteurs ont piqué du nez et de bas prix ont été appliqués. Résultats, les plantations de café ont été abandonnées, la production a pris un coup et la qualité du café s'est altérée.

Ainsi, alors qu'en 1970 l'Afrique contribuait à environ 32 % de la production mondiale, elle ne produit que 12 % à peine aujourd'hui. Les répercussions de ces facteurs sur les producteurs que nous sommes en tant qu'Etats souverains, ont été dévastatrices, principalement pour les pays qui ont d'importantes recettes en devises provenant des exportations du café. Dans de nombreux cas, cette situation a réduit les échanges internationaux et affecté

négativement les programmes nationaux de développement.

Honorable Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, l'histoire est importante dans notre vie en ce sens qu'elle nous aide à nous souvenir de notre passé et nous fournit des éléments de base qui nous permettent de tracer les voies à suivre. Je pense dès lors, que la sombre histoire du café d'Afrique doit nous aider à concevoir maintenant, la meilleure voie à suivre.

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que le café africain traverse une phase de renaissance et que bientôt, les résultats seront palpables sur le marché, en termes de croissance de la production et d'amélioration de la qualité. Cela constitue la réponse, à la nécessité d'un café africain de bonne qualité. Nous avons également décidé de nous concentrer sur nos forces et les opportunités existantes, en vue de les explorer à notre profit.

Compte tenu de la hausse réelle du marché du café, de la demande mondiale dont la croissance moyenne se situe à 3 % l'an et des prix qui ont envoyé un signal positif fort aux producteurs, nous entrevoyons le début d'une ère nouvelle pour le café africain. Conscients que la demande du café est croissante alors que l'offre du café de qualité qui rencontre les attentes des consommateurs est de plus en plus insuffisante, il nous appartient de relever le défi. L'Afrique a un grand pool de main d'œuvre jeune et énergique, et nous devons puiser dans cette grande ressource et par la même occasion faire appel à l'autonomisation des femmes qui constituent la majorité de la main d'œuvre dans le secteur. Nous pensons que la durabilité à long terme du café africain dépendra dans une large mesure de la contribution des femmes et des jeunes. Nous prêtons une attention particulière aux services de recherche et de vulgarisation pour les agriculteurs.

Honorable Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, je suis heu-

reux de signaler qu'après des années de conflits et de guerres civiles, la production de café en Afrique de l'Ouest commence à s'améliorer avec des chiffres croissants dans les pays comme la Côte d'Ivoire et le Libéria. En même temps qu'en Afrique, il existe de vastes programmes de restauration de la capacité de production du café en Angola. Dans les Highlands et la région des lacs, en Afrique centrale et de l'Est, nous observons des résultats positifs en Ethiopie, au Burundi, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda, où les producteurs sont entraînés de répondre positivement aux signaux du marché.

Il y a des preuves d'une croissance au niveau de la productivité et de la l'amélioration de la qualité dans les pays susmentionnés et nous aimerions encourager cela à travers tout le continent africain. Nous avons été informés que des torréfacteurs sont actuellement en quête, d'ici 2020, de 20 millions de sacs additionnels en vue d'augmenter la demande croissante, et pour nous, le point de départ sera de savoir «comment atteindre le point où nous étions avant ?» Ainsi, nous sommes à présent concentrés sur les 20 million de sacs d'ici 2020 – pas en cultivant de nouvelles terres mais en accroissant la productivité en même temps que la durabilité.

Nous aimerions aussi voir la filière du café contribuer positivement à atteindre le « Millenium Goal 1 », qui vise à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Cela est conforme à la politique de l'OIAC liée à la croissance de l'emploi dans la filière et, à l'augmentation des revenus des producteurs. En même temps que Les Objectifs du Millénaire 1 œuvre à résoudre la question de la pauvreté dans la communauté des planteurs en Afrique en ce moment, nous voulons mettre un accent spécial sur les femmes et les jeunes qui constituent la majorité des ces communautés. Cette approche va en droite ligne de celle de la Cible 18 du MDG1, qui vise à réaliser un emploi plein et productif et un travail décent pour tous, y compris pour les femmes et

les jeunes.

Nos divers gouvernements ont pris l'engagement de faire faces aux contraintes dans nos industries respectives du café. De plus, à travers notre Organisation régionale, l'Organisation Inter-Africaine du Café (OIAC), une organisation intergouvernementale qui a été créée en Décembre 1960, nous sommes entraînés d'élaborer de nouveaux programmes et initiatives qui vont propulser la filière du café vers de nouveaux sommets. Nous sommes entraînés d'explorer divers opportunités et partenariat au profit les producteurs, pendant que dans le même temps, nous ferons face aux contraintes présentes dans la chaîne des valeurs du café en vue de mettre plus d'argent dans la poche des planteurs.

Honorable Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, à l'OIAC, nous sommes dans le processus de l'élaboration d'un nouveau plan stratégique, nous voulons avoir une politique d'orientation commune avec un regard sur le café du continent et rallier nos ressources de la manière la plus efficace et la plus productive possible. En nous libérant d'une partie de nos contraintes politiques, nous organiserons à l'OIAC, le premier Symposium sur le Café et un Forum de Politique Africaine mettant l'accent sur le café, à Lomé, république Togolaise, du 18 au 19 Novembre 2013 au cours de laquelle à la fois le secteur Privé et le secteur public se mettront ensemble pour examiner la situation et déterminer la voie à suivre. Je saisis cette opportunité pour vous inviter, veuillez bien noter cette date dans votre programme.

Mon message à tous les partenaires présents et futurs est de vous remercier de votre soutien de tous les instants. Nous sommes vraiment impatients de construire sur la base des ces partenariat, l'amélioration de l'industrie du café en Afrique.

Honorable Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.



MISSIONS À L'ÉTRANGER

• M. KAWUMA a effectué une visite de courtoisie au Togo pour rencontrer la Présidente de l'OIAC et les Autorités du Café pour leur présenter le Programme de Travail de l'OIAC pour l'année 2013.

• M. KAWUMA et l'ancien Directeur des Etudes Economiques, M. Kwaku BAAH ont rendu visite aux Autorités du Gabon et participé à la 2e Assemblée Générale de l'ACRAM. Il a aussi profité de cette assemblée pour rencontrer des représentants de certains pays membres de l'Afrique occidentale et centrale, le 1er Février 2013, au cours d'une réunion consultative, pour discuter du nouveau plan stratégique proposé de l'OIAC.



• Le 8 Février, M. KAWUMA a assisté à la cérémonie de clôture de la Formation des Dégustateurs effectuée par l'Institut de Qualité du Café (CQI) à Kampala, au cours de laquelle il a fait quelques observations. La Formation de CQI a été faite en partenariat public/privé entre l'Autorité de Développement du Café de l'Ouganda (UCDA), l'Association des Cafés Fins d'Afrique (AFCA) et la base américaine de CQI. Le 11 Février 2013, le SG a rencontré le Directeur Exécutif de CQI, pour discuter de la portée de la coopération entre l'OIAC et le CQI. Maintenant, il y a un accord de collaboration pour que le CQI soutienne le Programme de l'Amélioration de la Qualité du Robusta de l'OIAC, et un Protocole d'Accord sera signé entre les deux institutions en temps opportun.

PUB

• Du 13 au 16 Février 2013, M. KAWUMA et Dr. Bayetta Bellachew, Directeur de Recherche/Développement, ont participé à la Conférence Annuelle de l'AFCA. Le SG a également rencontré l'Ambassadeur des Etats-Unis en Ouganda, avec qui il a eu des discussions cordiales sur l'appui du gouvernement américain au secteur du café. Il s'est également entretenu avec le Ministre de l'Agriculture de l'Ouganda, et il l'a informé des progrès réalisés dans l'élaboration d'un nouveau plan stratégique de l'OIAC. Il lui a été aussi possible d'obtenir des informations sur les domaines prioritaires d'intervention qui sont nécessaires. Sur rendez-vous préalable pour rencontrer le Président de la Banque Africaine de Développement (BAD), le SG a tenu une réunion avec M. Aly Abou Saaba, le Vice-Président de la BAD, représentant son Président. Cette réunion était comme un suivi de la demande formulée par l'OIAC à la BAD pour une assistance technique dans l'élaboration de son Plan Stratégique et pour soutenir la restructuration de l'organisation. Le Vice-président a rassuré le SG de l'OIAC du soutien de la BAD et

lui a demandé de soumettre les Termes de Référence de cette mission confiée à la BAD et autres besoins, qui ont été satisfaits par la suite.

• Le 16 Février 2013, le SG a convoqué les participants des pays membres de l'Afrique de l'Est, du Centre et certaines Associations de Café, à une réunion consultative stratégique de l'OIAC. Cette réunion, semblable à celle tenue à Libreville, visait à identifier les questions stratégiques pour examen dans le Plan stratégique proposé de l'OIAC.

• Du 3 au 8 Mars, le SG a participé à la 110e Session du Conseil International du Café. En marge de ces réunions, l'OIAC a tenu la réunion extraordinaire de son Comité Directeur le 6 Mars.

• Le 8 Mars, le Secrétaire Général s'est également entretenu avec M. Razaaly du bureau du Commissaire européen en charge de l'Agriculture (M. Piebalgs) en visite à Londres. Le SG a présenté sa vision de l'industrie du café

africain et les possibilités de l'UE pour soutenir la coopération et le développement du secteur du café africain.

• Le 11 Mars, accompagné de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Royaume-Uni, et du Conseiller du Ministre éthiopien qui représentait son Ambassadeur, le Secrétaire Général a eu un déjeuner de travail avec Rt Hon. Lord Boateng, Membre de la Chambre des Lords britannique. Ils ont discuté de diverses questions relatives au soutien pour le secteur du café africain et de la mobilisation de fonds pour l'OIAC dans ses interventions.

ACTIVITÉS AU SIÈGE

• Une réunion du personnel s'est tenue le 28 Janvier 2013, pour présenter au personnel le nouveau Secrétaire Général, M. Frederick KAWUMA. D'autres réunions ont ensuite été organisées avec le personnel et le travail d'équipe a été fortement apprécié.

• Rencontres avec les Autorités ivoiriennes

Du 19 Février au 27 Mars, des rencontres ont eu lieu avec les autorités ivoiriennes suivantes, dans le but de présenter officiellement le nouveau Secrétaire Général:

- i) Accompagné de Dr. Kwaku BAAH et Dr. Bayetta BELLACHEW, M. KAWUMA a rencontré le Président du Conseil d'Administration du Conseil Café-Cacao le 19 février;
- ii) Le Ministre du Commerce, le 21 Février;
- iii) Le Directeur de Cabinet en l'absence du Ministre des Affaires Etrangères le 21 Mars;
- iv) Le Directeur Général du Conseil Café-Cacao de Côte d'Ivoire le 4 Avril 2013;
- v) Le Ministre ivoirien de l'Agriculture le 23 Avril 2013.

• Rencontres avec d'autres Officiels

Une réunion s'est tenue avec l'Ambassadeur britannique à titre de suivi de la réunion du Secrétaire Général avec le membre de la Chambre des Lords britannique, Rt. Hon. Lord BOATENG.

• Le Secrétaire Général a rencontré M. Didier NILS, de la délégation de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire, comme suivi de la récente rencontre à Londres avec le Représentant de l'UE, M. Razaaly, pour explorer les domaines de coopération.

• Rencontres avec les Ambassadeurs des pays membres

Le Secrétaire Général a rencontré les Ambassadeurs des pays membres suivants:

- a) Ghana le
- b) Liberia le
- c) Gabon le 2 Avril
- d) Guinée Conakry le 2 Avril
- e) Angola le 3 Avril
- f) Nigeria le 3 Avril
- g) Ethiopie le 22 Avril
- h) Benin le 30 Avril
- i) RD Congo le 3 Mai

Le Secrétaire Général a partagé avec les ambassadeurs sa vision, les progrès réalisés par le Secrétariat et le soutien nécessaire des pays membres de l'OIAC, pour permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs et apporter une transformation dans le secteur du café en Afrique. Les différentes Missions ont été très reconnaissantes pour les visites de l'OIAC, et elles ont promis en retour, de donner l'information appropriée à leurs gouvernements respectifs.

M. Frederick Kawuma

Nouveau Secrétaire Général de l'OIAC

«Le café est une activité économique essentielles»

African Coffee : M. Frederick Kawuma, vous avez été élu Secrétaire Général de l'OIAC à la dernière Assemblée Générale Annuelle tenue en novembre 2012 à Abidjan, République de Côte d'Ivoire. Voulez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

FK : Comme vous l'avez indiqué, je m'appelle Frederick Kawuma. Je suis de nationalité Ougandaise et j'ai été impliqué dans l'industrie caféière à divers niveaux au cours des 24 dernières années, hormis le fait que je sois issu d'une famille de producteurs

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR **DOMINIC KAMANAN**, DÉPARTEMENT COMMUNICATION OIAC.

de café. Il ya nécessité pour moi de vous faire un rappel historique pour que vous compreniez d'où je viens et qui je suis. J'ai exercé à la fois dans les secteurs public et privé de l'industrie caféière. J'ai également travaillé en tant que consultant dans le domaine du café et en qualité de Directeur Général dans diverses organisations. J'ai commencé mes activités professionnelles dans la filière du café en 1990, alors que je travaillais avec le Ministère des Coopératives et de la Commercialisation (à présent, Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives) à Kampala. J'ai siégé au Comité mis sur pied par le Gouvernement de l'Ouganda, pour travailler à la restructuration de la filière café, avec les experts de la Banque Mondiale.

Par la suite, de 1991 en 1992, j'ai servi en tant que Responsable du Budget au Secrétariat de la Banque Centrale de l'Ouganda, dans le cadre du Comité de Supervision de la filière café qui a été mis sur pied par le Gouvernement, pour veiller à l'application des recommandations du Rapport sur la Restructuration du Sous-secteur Café. Notre équipe a dirigé le processus de création de l'Autorité Ougandaise pour le Développement du Café (UCDA) et la mise en place du mécanisme de collecte des données. Elle a également rédigé les rapports de suivi de performance du secteur et prodigué des conseils stratégiques au Gouvernement. En 1992, après l'adoption des statuts de l'UCDA par le parlement et la fin du processus de mise en place, nos services ont été transférés de la Banque Centrale à la nouvelle institution. Nous avons alors été rejoints par quelques membres du défunt Conseil pour la Commercialisation du Café qui avaient les compétences techniques spécifiques requises dans le domaine de la réglementation. J'étais chargé du suivi, des statistiques et de la politique d'analyse. J'ai également développé le système de présentation des rapports qui a aidé à mettre en place le suivi et les

comptes rendus au Gouvernement sur la performance du sous-secteur. Certain que mon travail de pionnier avait été fait et que la relève pouvait être assurée et gérée par quelqu'un d'autre, j'ai décidé d'affronter d'autres. En Décembre 1994, je devins le premier Directeur Exécutif de l'Association des Exportateurs de Café de l'Ouganda (UCEA), une institution nouvellement créée et agréée par des exportateurs de café.

Lorsque j'ai pris fonction à l'UCEA, j'ai réalisé que l'Association n'avait pas été légalement constituée. J'ai immédiatement entrepris le processus de régularisation du statut juridique de l'Association. Je me suis engagé à entreprendre des consultations avec les membres pour, ce



qu'ils sont en droit d'attendre d'elle et comment elle peut servir leurs intérêts. Par la suite, après avoir rédigé toute la documentation nécessaire, nous avons enregistré l'Association sous la dénomination : «Fédération Ougandaise pour la Commercialisation du Café (UCTF)». Cette structure a rassemblé les industriels, les exportateurs et toutes les personnes impliquées dans l'industrie caféière. Au cours de l'année 1996, j'ai développé des instruments d'autorégulation qui ont guidé le commerce du café et qui comportaient un Code de Bonne Conduite pour le commerce du café, un Contrat de Commercialisation locale du Café et les Règles et Procédures d'Arbitrage pour la Commercialisation intérieure du Café. Ces instruments, mis au point de concert avec les membres, ont été officiellement lancés lors d'une

cérémonie présidée par le Président de la Cour Suprême de l'Ouganda, qui a salué le processus et l'intention de supprimer les litiges liés au café dans le système judiciaire national.

Notre Association devint un point focal important en Afrique de l'Est. Nous avons entamé un certain nombre d'initiatives visant à favoriser la coopération dans la région, au regard de la promotion de notre café et de l'amélioration de la qualité. Ayant beaucoup appris du Kenya et tiré profit de l'expérience de leur Conseil du Café, nous avons pris des stands communs pour promouvoir les cafés respectifs de l'Ethiopie, du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, lors des Salons de Speciality Coffee Association of America (SCAA) et de Speciality Coffee Association of Europe (SCAE). A deux forums différents, mars 1997 à Arusha en Tanzanie et septembre de la même année à Nairobi, nous nous sommes réunis en tant que producteurs de café d'Afrique de l'Est. la création d'une organisation visant à rassembler les acteurs de la filière en Afrique de l'Est a été fortement recommandée. La tâche m'en a été confiée, compte tenu de l'expérience acquise à UCTF.

En 1999, avec un autre collègue (Simeon Onchere), nous avons développé les projets initiaux de la constitution d'une nouvelle entité dénommée Association Est Africaine des Cafés Gourmets (EAFCA). Bien que je pris la direction de l'ensemble du processus, l'idée ne venait pas seulement de moi mais j'accomplissais les désirs de l'ensemble du groupe en utilisant l'UCTF comme base pour faire bouger les choses. À la fin de l'année 1999, le projet avait atteint une phase finale et nous étions prêts à intégrer la nouvelle association. Par ailleurs, en février 1999, j'ai été nommé membre du Comité Consultatif du Groupe de Travail International sur la gestion des risques des Produits de Base (ITF) monté par la Banque Mon-

diale. Dans cette collaboration, je me suis longuement penché sur les risques liés aux Produits de Base. En mai 2000, j'ai travaillé au siège de la Banque Mondiale à Washington DC en tant que Consultant pour apporter l'expérience des producteurs du café africain à l'équipe. Toutefois, pendant mon séjour, j'ai continué à coordonner le processus d'enregistrement de EAFCA qui a finalement été achevé en juillet 2000.

En juillet 2001, je suis revenu à Kampala pour installer EAFCA.

décidé de consacrer mon temps à la consultance et à la création de ma propre entreprise. En octobre 2004, j'ai passé la main à mon adjoint qui a ensuite pris en charge EAFCA, tandis que je continuais à de siéger au Conseil d'Administration. Néanmoins, j'ai continué à jouer un rôle actif dans EAFCA en tant que Conseiller dans différents domaines, notamment sur le plan local en Ouganda. En Novembre 2004, j'ai été nommé Directeur Général d'ACLAIM Africa Limited, une entreprise de Conseil en Gestion où

savons que certains changements sont en cours à l'OIAC. Qu'est-ce que cela implique ?

FK : En effet, l'OIAC a besoin d'emprunter une direction nouvelle et développer de nouvelles initiatives sur la base du travail déjà réalisé. Nous nous devons de reconnaître le travail accompli par notre prédécesseur qui avait la difficile tâche de garder l'Organisation debout en des temps très difficiles. Par exemple, nous avons connu le plus bas niveau des cours internationaux du café

J'ai mis en place le Secrétariat avec l'appui de la Banque Mondiale et de l'USAID je en même temps que le «Sustainable Tree Crops Program» en Afrique de l'Est. J'ai également beaucoup voyagé dans la région pour convaincre les Conseils du Café, les coopératives, les industries caféières et les responsables gouvernementaux pour soutenir les initiatives de EAFCA dans la région. Ce travail a été couronné par le lancement de la première Conférence Africaine des Cafés Gourmets et l'organisation d'une Exposition à Nairobi, en février 2004. Le reste appartient à l'histoire. Après ces réalisations, j'ai

je suis actionnaire et Administrateur. J'ai continué à être actif dans l'industrie caféière particulièrement dans la torréfaction, et la consultance et les conseils politiques jusqu'à ce que je sois élu Secrétaire Général de l'OIAC. Tout ce que je peux vous dire, c'est que je suis un passionné du café et que l'état de l'industrie caféière africaine m'attriste. Cependant, je crois que l'OIAC peut jouer un rôle crucial dans le renversement de la tendance.

AC : Vous avez pris fonction au siège à Abidjan, République de Côte d'Ivoire en janvier 2013. Nous

des deux dernières décennies le 1er octobre 2001 ; seulement 23,23 cts/lb. Cette situation a créé une apathie générale chez les producteurs de café. Cependant, l'OIAC a tenu bon et ne s'est pas effondrée. La Secrétaire Générale d'alors a fait de son mieux pour maintenir le fonctionnement du Secrétariat. Il est important de rendre à César ce qui est à César.

L'Afrique a dû faire face à des défis tels que la tendance baissière de la production et des exportations globales depuis le milieu des années 1990. L'Afrique a perdu 60 % de sa part du marché mondial de café et

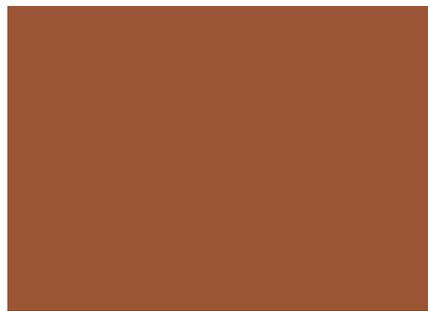
près de 50 % des revenus mondiaux du café entre 1984 et 2003. A titre d'exemple, en 1984, la production annuelle de l'Afrique était supérieure à celle de l'ensemble du continent asiatique. Cependant, en 2003, la production de l'Afrique a encore stagné autour de son niveau de 1984, c'est-à-dire, un peu en dessous de 1.000.000 de tonnes ou même moins. La production asiatique quant à elle, se situait à 2.040.000 de tonnes dans la même période, soit trois fois plus que celle de la sous-région. La situation est similaire à la performance américaine, qui a connu une augmentation de plus de 55 % réalisée entre 1984 et 2003.

Actuellement, le chemin que nous avons emprunté doit nous permettre de redéfinir les priorités de l'OIAC et de lui donner une nouvelle orientation stratégique. Il s'agit d'une déclaration claire de la vision et de la mission de l'OIAC ainsi que les objectifs stratégiques qui guideront ses activités. Un examen institutionnel a également été commandité pour indiquer la façon dont l'OIAC devrait être structurée de manière à s'acquitter de son mandat envers ses membres et de l'industrie caféière dans son ensemble. Comme je l'ai déjà indiqué, la position de l'Afrique sur le marché mondial a de manière substantielle régressé. En conséquence, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales a chuté de moitié comparativement à ce qu'elle était dans les années 1980. Et pourtant, la production mondiale a augmenté de près de 30 %. Nous devons maintenant relever ce défi et obtenir de nos gouvernements respectifs la mise en œuvre de politiques qui favorisent la croissance de la productivité en Afrique et de l'amélioration de la qualité.

AC : Pourriez-vous nous faire une brève présentation de votre plan stratégique ?

FK : L'OIAC est entrain d'élaborer une nouvelle stratégie ainsi que des

politiques spécifiques à l'Afrique et à l'environnement opérationnel en tenant compte de l'évolution actuelle du marché international du café. Nous sommes conscients des réalisations, des défis et des capacités de la filière du café africain et nous avons commencé à engager les membres de l'OIAC dans des consultations en même temps que nous élaborons un nouveau plan stratégique. La vision de l'OIAC se définit comme étant : Une industrie caféière moderne, compétitive et durable qui met l'accent sur la qualité et la productivité



et qui soit profitable à tous les acteurs. Pour offrir cette vision à long terme, la mission de l'OIAC est : «de s'équiper pour servir les intérêts de l'industrie caféière africaine et construire l'image et la position des cafés uniques d'Afrique dans l'industrie mondiale». Pour soutenir cette mission, quatre objectifs stratégiques spécifiques ont été proposées :

1. Objectif stratégique 1 : Assurer une plateforme pour le dialogue politique et l'alignement à l'appui du développement du café en Afrique dans les pays membres : L'alignement des politiques à l'appui de l'industrie du café doit être une priorité dans les programmes nationaux des pays membres de l'OIAC, avec une OIAC conduisant le processus de dialogue politique où les contraintes existent au sein de la chaîne de valeur du café. L'OIAC sera chargée de coordonner l'harmonisation des politiques et du cadre réglementaire, en conformité avec le programme de développement du café africain,

ainsi que de fournir un soutien en termes de séances d'informations, de réunions et de suivi. Des documents d'orientation et des séances d'informations se feront de temps en temps pour articuler la position de l'Afrique sur diverses questions touchant l'industrie du café.

2. Objectif stratégique 2 : Coordonner la recherche sur le café et sa mise en œuvre en Afrique : L'OIAC est essentiellement une institution de coordination qui met en œuvre de la recherche sur le café africain et les décisions spécifiques qui se déroulent dans les pays membres et les réseaux de recherche sous-régionaux. Dans le cadre du Réseau de Recherche Caféière en Afrique (RECA) qu'elle coordonne, l'OIAC appuiera le renforcement de la structure institutionnelle afin de faciliter la mise en œuvre et le partage des résultats, ainsi que le développement du système de suivi des progrès dans la recherche sur le café en Afrique. Les Protocoles de partage de matériel génétique seront également développés à cet égard. L'objectif est que la mise en œuvre des résultats de la recherche conduira à une production améliorée, une meilleure productivité et un renforcement de la qualité. L'un des principaux objectifs dont les pays membres ont besoin, est l'augmentation et l'amélioration des livraisons aux fermes d'extension et l'amélioration de la recherche associée afin d'augmenter considérablement les rendements. Dans les autres régions de culture du café du monde, les rendements allant jusqu'à 4 tonnes/ha (ou plus) sont atteints, mais les rendements de l'Afrique sont majoritairement moins de 500 kg/ha. Si le rendement actuel pouvait se situer à 1-2 tonnes/ha, alors l'histoire de l'Afrique serait différente. Pour ce faire, Recherche et Vulgarisation doivent jouer un rôle important.

3. Objectif stratégique 3 : Créer et renforcer la sensibilisation sur le développement du café africain et



promouvoir la participation des partenaires des secteurs public et privé dans les pays membres, dans des activités communes qui tirent profit des synergies et des économies d'échelle :

Il y a encore un faible niveau de prise de conscience des consommateurs sur les caractéristiques uniques des différents cafés d'Afrique et la nécessité de prendre en compte les intérêts des producteurs africains. Il y a également très peu d'investissement dans le secteur par rapport à d'autres régions productrices de café. Un exemple en est l'Amérique du Sud où une quantité importante de café est exportée en tant que produit fini. Une stratégie de communication qui sera élaborée permettra d'identifier les publics clés, les messages essentiels et la méthode optimale de communication. Cette stratégie de communication impliquera des consultations avec le secteur privé et la société civile et aura pour but de faire prendre conscience des évolutions internationales qui affectent les producteurs de café et ce qui doit être fait pour s'assurer que les producteurs obtiennent les meilleurs retours de leur investissement sur le café. Des questions telles que les droits de propriété intellectuelle pour un café africain unique seront également abordées avec les partenaires internationaux. Il est prévu que la communication se fera de sorte que le secteur privé et la société civile puissent mettre leurs compétences et leurs connaissances au profit du développement de la transformation du café provenant d'Afrique. L'OIAC travaillera avec l'industrie et les associations du secteur privé comme AFCA et ACRAM pour construire un Partenariat Public-Privé (PPP) complet au bénéfice du café africain.

4. Objectif Stratégique 4 : Construire et renforcer les capacités institutionnelles de l'OIAC pour fournir un leadership stratégique, l'orientation et un appui au développement du café en Afrique : Le Secrétariat élaborera des projets d'appui aux besoins et

aux défis spécifiques des membres et coordonnera les activités de collecte de fonds pour soutenir leur mise en œuvre. Un certain nombre de documents de stratégie seront produits pour répondre à diverses questions et préoccupations au fur et à mesure qu'elles surviennent. Un Fonds pour le développement du café africain sera également mis en place pour soutenir la mise en œuvre du projet. Il est nécessaire de renforcer la capacité du Secrétariat de l'OIAC en termes de structures, de personnel, de connaissances et de compétences ainsi que l'installation d'équipements, pour qu'il soit en mesure de mettre en œuvre le Plan stratégique. L'OIAC produira un plan de développement des capacités afin d'aider



au renforcement des capacités du personnel dans la mise en œuvre du nouveau plan stratégique.

Sur une note un peu triste, il est pitoyable de voir que, bien que l'OIAC ait été créée en 1960, avant l'indépendance de nombreux pays africains, l'Organisation est relativement peu connue aujourd'hui, comparativement à des organismes internationaux similaires. Il est impérieux de nous lancer dans de nouvelles actions visant à améliorer l'image de l'Organisation. Ces actions consisteront à établir des liens entre tous les acteurs pour que l'OIAC devienne un Organisme de Produits de Base (ICB) internationalement reconnu et porte-voix des questions relatives au café africain. Les Relations publiques de l'OIAC ont besoin d'être améliorées et il serait peut être nécessaire d'examiner la possibilité de

recruter une agence de communication pour aider à améliorer l'image de l'Organisation.

Je voudrais, cependant, m'empresse d'ajouter que le processus de la planification stratégique a commencé et quand il sera terminé, nous présenterons un document à l'Assemblée Générale. Ce document, une fois adopté, sera le Plan Stratégique de l'OIAC.

AC : Que représente le café dans l'économie des pays membres de l'OIAC ?

FK : Le café est une activité économique essentielle dans les différents pays membres de l'OIAC, avec des significations diverses selon les pays. La plupart de ces pays ont un taux élevé de croissance démographique variant entre 2 à 3 pour cent par an (voire plus, comme c'est le cas du Libéria et l'Ouganda) et un taux de dépendance de plus en plus élevé, lorsque la base de la pyramide des âges s'élargit et le chômage monte en flèche chez les jeunes. La tranche d'âge supérieure à 65 ans ne représente que 4,2 pour cent de la population. Le café représente le moyen de subsistance de millions de personnes en Afrique. L'Éthiopie vient en tête avec 25 millions de personnes dépendant du café, et près de 8 millions en Ouganda. Bien que les chiffres soient plus faibles dans certains pays, ils sont élevés pour une proportion importante de la population sub-saharienne rurale dépendant du café. Les femmes et les jeunes n'ont généralement pas été suffisamment impliqués dans la Chaîne des Valeurs du café. Il a été suggéré une solidarité délibérée dans l'effort qui doit être fait pour la promotion de l'égalité des sexes, ainsi que l'encouragement et le soutien aux groupes de jeunes et les ménages agricoles de café les plus vulnérables afin d'améliorer la production et la qualité du café. Ainsi, dans les pays membres de l'OIAC, le café représente une force importante qui peut

potentiellement amener la transformation rurale si des politiques appropriées sont mises en œuvre et des interventions ciblées sont effectuées dans les pays respectifs.

AC : Quel est la situation de la consommation intérieure de café en Afrique ?

FK : L'un des défis auquel nous faisons actuellement face est le manque de données fiables sur la consommation intérieure en Afrique. La seule chose dont nous sommes sûrs, c'est que l'Ethiopie est le plus grand consommateur de café en Afrique, parce qu'alors que sa production est aujourd'hui de plus de 6 millions de sacs, les exportations réelles sont environ la moitié de cette production. Ce qui signifie que les Ethiopiens actuellement, consomment plus de 3 millions de sacs de café par an. Considérant que la population de l'Ethiopie est près de 85 millions, si des politiques ne sont pas mises en place pour limiter la consommation intérieure, les Ethiopiens pourraient consommer la totalité de leur production. Cela dit, d'autres pays africains producteurs de café ont une prédominante culture de consommation du thé et le café a été cultivé principalement pour l'exportation. Cette culture est toutefois en train de changer. Dans les grandes villes de chaque pays membre de l'OIAC, la prolifération des cafés est en train de changer l'orientation. Un certain nombre de torréfacteurs locaux ont investi dans une nouvelle technologie de torréfaction et d'emballage, mais il a été avancé qu'une bonne quantité de ce café est achetée par les touristes. Toutefois, une partie est consommée dans le pays. La vérité est que les chiffres réels de consommation intérieure sont en grande partie, un jeu de devinette en ce moment. Cela veut dire qu'un système de collecte de données scientifiques doit être appliqué pour rétablir des statistiques fiables. Un des défis de l'OIAC est donc de développer maintenant un

système d'information crédible et un système de collecte de données qui seront pris en compte et qui soient en mesure de fournir des informations réelles sur le café en Afrique.

AC : M. Kawuma, c'est la fin de notre entretien ; avez-vous un message particulier à adresser aux membres de votre Organisation?

FK : Tout d'abord, je tiens à remercier les membres pour la confiance qu'ils ont placée en moi en m'élisant au poste de Secrétaire Général, et je promets de ne pas les décevoir. Nous verrons cette Organisation atteindre de nouveaux sommets en travaillant tous ensemble. Deuxièmement, le

Secrétariat aura besoin du soutien de tous les membres afin d'enregistrer les succès que nous recherchons pour les pays respectifs. Lorsque tout cela débute, les actions devront être prises en charge par les membres. S'il y a réussite, nous la célébrerons tous, mais si ses interventions échouent, nous y perdons tous, parce que l'Afrique se doit d'aller de l'avant comme une seule entité. Comme cela se dit communément, « l'union fait la force ». Je me réjouis donc de l'unité renouvelée au sein des producteurs africains (membres de l'OIAC), afin que nous puissions tous avancer vers l'accomplissement de notre mission commune.

PUB



Premier Symposium du Café Africain

“Position et Potentiel du Café africain”



Annnonce du Symposium du Café Africain et du Forum des Politiques du Café de l’OIAC

Abidjan, Côte d’Ivoire. – L’Organisation Interafricaine du Café (OIAC) tiendra le Premier Symposium Annuel du Café et lancera également le Forum des Politiques du Café, en prélude à son Assemblée Générale Annuelle qui aura lieu à Lomé, au Togo, en Novembre 2013. Ce Symposium et ce Forum des Politiques regrouperont des personnalités internationales clés, des experts du café, des défenseurs du café et des décideurs, afin de discuter de l’impact des tendances mondiales sur le café africain et l’impact de ces derniers sur les moyens de subsistance des femmes et des enfants en Afrique sub-saharienne. Le Premier Symposium Annuel du Café de l’OIAC se tiendra en collaboration avec la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, l’Organisation Internationale du Café (OIC), le Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé de la République Togolaise, de la Commission Economique pour l’Afrique, de l’Association des Cafés Fins d’Afrique (AFCA) et de l’Association pour les Cafés Robusta d’Afrique et de Madagascar (ACRAM).

Un Point de Presse aura lieu le Lundi 18 Novembre 2013, à partir de 18h 00 au Centre de Conférences Internationales de Lomé au Togo. Les participants seront :

- **Dr. Don Kaberuka**, Président de la Banque Africaine de Développement
- **Rt. Hon. Paul Boateng**, Chambre des Lords du Parlement Britannique
- **Henry Ngabirano**, ancien Président du Conseil International Café, Londres, Royaume-Uni.
- **HE Roberio Silva**, Directeur Exécutif de l’Organisation Internationale du Café, Londres, Royaume-Uni.
- **Madame Essossimna LEGUEZIM-BALOUKI**, Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, TOGO- Présidente de l’Organisation InterAfricaine du Café
- **Frederick Kawuma**, Secrétaire Général de l’Organisation InterAfricaine du Café
- **Samuel Kamau**, Directeur exécutif de l’Association Africaine des Cafés Fins
- **Léon P. Ngoulakia**, Secrétaire Général de l’Association pour les Cafés Robusta Café d’Afrique et de Madagascar

Le Symposium débutera le matin du lundi 18 Novembre 2013 au Centre de Conférences Internationales dans le grand auditorium et prendra fin le Mardi 19 Novembre 2013 au soir. Les Présentateurs et Panélistes seront les décideurs de très haut niveau venant d’Afrique ainsi que des producteurs et des acteurs de l’industrie caféière venant du Secteur privé.

Le Symposium comprendra des sessions de travail qui examineront les différents aspects de l’industrie caféière africaine, son déclin et son impact tragique sur les femmes et les enfants, et ses implications sur les économies des pays africains. L’Afrique, origine du café (Arabica et Robusta), exporte seulement 11 % des exportations mondiales du café avec presque cinquante pour cent (50 %) des terres cultivables du monde; largement en dessous de 23 % dans les années 1980. Pendant que le marché mondial a présenté de nombreuses opportunités, l’Afrique n’a pas pu en tirer profit. Sa production a chuté alors que les autres régions ont augmenté les leurs. Nous craignons que dans quelques années, la production du café en Afrique baisse considérablement à nouveau, et les moyens de subsistance de millions de personnes menacés en conséquence, si des mesures définitives ne sont pas prises.

Les Frais d’inscription sont de 200 Euro.

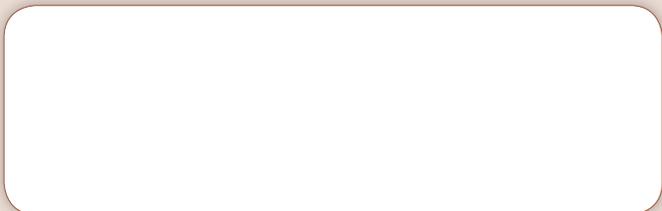
I. Le Café est 100% Africain.

A l'origine, le café poussait exclusivement sur le continent africain. Il fut découvert en Ethiopie puis s'est répandu partout ailleurs ! Le café est né sur les terres d'Afrique et cela explique sans aucun doute pourquoi il revêt un esprit si particulier : le sens de la convivialité, du partage et de l'accueil sont les points communs des amoureux du café !



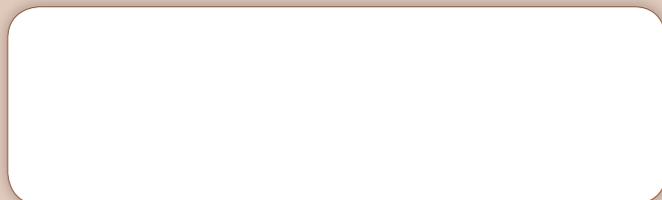
II. Le Café est 100% de Grains.

Le caféier est un arbuste à feuilles persistantes dont les fleurs blanches parfumées rappellent celles du Jasmin. Ces baies de formes rondes et de couleur rouge sont appelées "cerises". Chaque cerise contient deux (2) grains : les fameux grains de café !



III. Le Café est 100% Plaisir.

Juste pour vous, les meilleurs grains de Café sont sélectionnés. Ils revêtent leur légendaire couleur brune seulement après l'étape essentielle qu'est la torréfaction. C'est seulement à ce moment-là qu'ils libèrent cet arôme et ce goût uniques, source d'autant de plaisir renouvelé à chaque occasion.



PUB



PUB

